

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasilia
Septembre 2025

Agenda politique

Le gouvernement considère les mesures de sauvegarde agricoles comme un geste positif pour débloquer l'accord Mercosul-UE tout en appelant à ce qu'elles soient en conformité avec l'esprit et le texte de l'accord

Le 3 septembre dernier, la Commission européenne a annoncé l'introduction d'un mécanisme de sauvegarde destiné à protéger certains secteurs agricoles sensibles face aux importations en provenance du Mercosul. À Brasilia, cette décision est perçue comme un signal positif, susceptible de faciliter la signature de l'accord d'ici la fin de l'année.

Pour le gouvernement brésilien, il s'agit avant tout d'un geste politique visant à rassurer des États membres critiques, notamment la France. Des sources internes rappellent que l'accord prévoit déjà un chapitre général sur les mesures de sauvegarde, ce qui permet d'encadrer de telles dispositions sans qu'il soit nécessaire de rouvrir le texte - une option qui aurait ralenti, voire compromis, le processus.

L'exécutif considérerait légitime que l'UE souhaite préciser l'application de mécanismes déjà prévus dans l'accord, tant que cela se fait en respectant le texte négocié. Ce développement est donc interprété comme un pas en avant concret, réduisant les risques de blocage et confirmant la volonté politique des deux blocs de finaliser l'accord dans les prochains mois. (Article [ici](#)).

Commerce

La CNA déclare lors d'une audience aux États-Unis que la compétitivité de l'agriculture brésilienne repose sur des bases légitimes

La Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil (CNA) a fait valoir mercredi 3 septembre 2025, lors d'une audience publique à Washington (États-Unis), que la compétitivité de l'agro-industrie brésilienne repose sur des « bases légitimes », telles que les ressources naturelles et les investissements continus dans l'innovation. La directrice des relations internationales de la CNA, Sueme Mori, qui a participé à l'audience relative à la section 301 de la loi américaine sur le commerce, a déclaré que la CNA rejette toute allégation selon laquelle les produits brésiliens dépendraient de pratiques commerciales ou environnementales inappropriées pour accéder au marché américain, réfutant ainsi les accusations portées dans le cadre de la procédure. Selon la section 301, si le gouvernement américain lui-même conclut qu'il y a préjudice, il peut adopter des mesures de rétorsion contre le Brésil, telles que des droits de douane encore plus élevés que les 50% qui touchent déjà divers secteurs. Parmi les produits brésiliens touchés par ces droits de douane figurent le café et la viande bovine. (Article [ici](#)).

L'accord avec l'AELE donnera au Brésil accès à un marché de 1,4 T USD avec 15 millions de consommateurs

Huit ans après le premier cycle de négociations, qui a débuté en juin 2017, le Mercosul et l'Association européenne de

libre-échange (AELE) - composée de la Suisse, de la Norvège, de l'Islande et du Liechtenstein – ont signé mardi 16 septembre un accord qui va libérer 97% des exportations des deux parties. La cérémonie de signature a eu lieu lors d'une réunion informelle entre les ministres des Affaires étrangères du bloc sud-américain et les autorités de l'AELE, à Rio. Le traité avec l'AELE pourrait stimuler de nouveaux accords pour le Mercosul, estiment les représentants du gouvernement et du secteur privé. Mais le traité avec l'AELE n'entrera pas en vigueur immédiatement. Les parlements des pays concernés devront d'abord l'approuver. Le délai est indéfini. Le Vice-Président et ministre Geraldo Alckmin a déclaré au journal GLOBO que l'accord permettra à l'industrie brésilienne d'accéder à un marché de 15 millions de consommateurs dans les pays à revenus élevés de l'AELE, qui représentent un PIB total de 1,4 T USD. (Article [ici](#))

Filières

Safra 2025/2026 : nouveaux records en vue pour les grains : 353,8 millions de tonnes

Selon les dernières projections de la Conab (Companhia Nacional de Abastecimento), la récolte brésilienne de grains pour la campagne 2025/26 devrait atteindre 353,8 millions de tonnes, soit une hausse de 1 % par rapport à 2024/25 (350,2 Mt), établissant un nouveau record malgré les incertitudes climatiques et économiques. Cette performance s'explique par l'augmentation des surfaces cultivées, qui passeraient de 81,74 à 84,24 millions d'hectares (+3,1 %). La productivité moyenne, en revanche, reculerait de 2 %, à 4.199 kg/ha.

Le soja, pilier de l'agriculture brésilienne, devrait connaître une progression de 3,6 %, avec 177,67 Mt attendues contre 171,47 Mt l'an dernier. Cette hausse résulte de l'expansion des surfaces semées et d'une reprise de rendement dans le Rio Grande do Sul. Sauf aléa climatique majeur, le Brésil devrait ainsi établir un nouveau record et conforter sa place de premier producteur mondial de soja. (Article [ici](#))

Nouvelles tendances de consommations de viande haut de gamme

Au Brésil, la montée en puissance du churrasco (barbecue) domestique a transformé les habitudes alimentaires : le consommateur recherche désormais davantage de tendreté, de saveur et de diversité dans la viande. Cette évolution soutient l'essor du segment premium, qui ne représente encore que 1 % de la production nationale mais offre un fort potentiel de croissance. La tendance se traduit par la valorisation de nouveaux morceaux, l'adoption de techniques de maturation et de conservation, et une volonté de rapprocher producteurs et vendeurs pour créer une véritable « culture de la viande », comparable à celle du vin ou du café. Les festivals et événements culinaires jouent un rôle clé dans la démocratisation de ces pratiques. Spécificité brésilienne, le churrasco est devenu un marqueur social et culturel, incitant les familles à payer plus cher pour la qualité. Face à une demande mondiale accrue en protéines, le défi du Brésil reste d'augmenter le poids moyen de ses carcasses et de professionnaliser davantage sa filière pour consolider sa compétitivité internationale. (Article [ici](#))

Le coton a le prix moyen le plus bas depuis février 2015

En septembre 2025, le prix moyen du coton au Brésil a chuté à son niveau le plus bas depuis février 2015, selon les données du Cepea (Centre d'études avancées en économie appliquée). Cette baisse est attribuée à une offre excédentaire sur le marché intérieur, avec la récolte de la saison 2024/25 pratiquement terminée et le traitement des fibres atteignant près de 50 % de la production. Les vendeurs se montrent plus flexibles sur les prix, tandis que les acheteurs proposent des offres encore plus faibles. Ce contexte est renforcé par les récentes baisses des prix internationaux et la pression exercée par la faiblesse du dollar.

Cette tendance à la baisse des prix a des répercussions sur la rentabilité des producteurs brésiliens, malgré une récolte record et une demande soutenue sur les marchés d'exportation. (Article [ici](#))

Café : la pluie rassure les caféiculteurs

En septembre, les pluies survenues au Brésil ont redonné espoir aux producteurs de café, notamment dans les régions productrices d'Arabica du Sud-Est. Selon le Cepea, ces précipitations favorisent la floraison des caféiers, essentielle pour le développement de la récolte 2026/27. Les exploitations irriguées présentent une floraison plus avancée, tandis que les zones non irriguées connaissent un léger retard. Les experts soulignent l'importance de maintenir ces conditions climatiques favorables pour assurer une production abondante et stabiliser les marchés, après une saison 2025/26 décevante en termes de qualité. (Article [ici](#))

L'IBGE dévoile une étude sur le secteur sylvicole

En 2024, la valeur de la production forestière a atteint un record de 44,3 Md BRL (7,1 Md EUR), soit une hausse de 16,7% répartie sur 4921 municipalités. Depuis 1988, la production forestière dépasse celle de l'extraction végétale.

La sylviculture confirme sa trajectoire de croissance avec une valeur de 37,2 Md BRL (6 Md EUR), en progression de 17,4% par rapport à 2023. L'extraction en forêt, de son côté, a progressé de 13 %, contre seulement 0,3 % l'année précédente, pour atteindre plus de 7 milliards BRL (1,1 Md EUR).

Ces données, publiées le 25 septembre par l'IBGE dans le cadre de l'étude Production de l'extraction végétale et de la sylviculture (PEVS), confirment le poids croissant du secteur forestier dans l'économie brésilienne. (Article [ici](#))

Economie

Stimuler le développement : comment les programmes de promotion favorisent l'agrobusiness au Brésil et transforment des vies

La promotion de l'agrobusiness au Brésil stimule la croissance soutenue du secteur, en mettant l'accent sur le développement à long terme, quelle que soit la taille de l'entreprise.

Le Système national de développement (SNF) représente 64% de l'ensemble du crédit rural, 74% du financement à long terme, 84% du crédit au secteur public et 98% du financement des infrastructures, selon les données de l'Association brésilienne de développement (ABDE).

« Le crédit d'encouragement est essentiel car il agit de manière contracyclique et privilégie le long terme. Au quatrième trimestre de 2024, 74,2% du portefeuille du SNSF était alloué à l'investissement et 45,5% au crédit à long terme pour les entreprises (opérations d'une durée égale ou supérieure à trois ans) y étaient concentrés », explique André Godoy, directeur exécutif de l'ABDE. Ce modèle, selon lui, garantit prévisibilité, modernisation et résilience régionale, même en période d'adversité. L'ABDE mène actuellement une enquête pour préciser le nombre de producteurs bénéficiaires mais les chiffres disponibles témoignent déjà de l'ampleur du soutien : en 2024, les programmes Pronaf, Pronamp et Renovagro ont mobilisé, via les institutions du SNF, 81,4 Md USD de ressources mises à disposition du secteur rural. (Article [ici](#))

La BNDES ajoute une nouvelle ligne de 12 milliards de reais pour les producteurs impactés par le climat

La Banque nationale de développement économique et social (BNDES) a publié le 30 septembre une circulaire créant le Programme de règlement de la dette rurale. L'objectif est de soutenir les producteurs ruraux et les coopératives qui ont subi des pertes récurrentes entre 2020 et 2024 en raison des sécheresses, inondations, gelées et autres catastrophes climatiques. Au moins 40% des ressources devraient être allouées aux agriculteurs inclus dans Pronaf et Pronamp. Le financement aura une durée de paiement pouvant aller jusqu'à neuf ans, avec des intérêts variants entre 2% et 6% par an, en fonction du profil de l'emprunteur. (Article [ici](#))

Agriculture et environnement

Moratoire du soja : le CADE confirme les restrictions, en vigueur à partir de 2026

A partir du 1^{er} janvier 2026, des « mesures préventives » seront appliquées sur le moratoire sur le soja, qui interdit l'achat de grains cultivés sur des zones déboisées d'Amazonie après 2008.

Les mesures préventives stipulent notamment que les entreprises doivent s'abstenir de collecter, de stocker, de partager ou de diffuser des informations commerciales concernant la vente, la production ou l'acquisition de soja - tant auprès des producteurs ruraux que des entreprises exportatrices – en particulier ce qui concerne le prix, le volume et l'origine du produit vendu.

Le moratoire avait été suspendu le 18 août par l'autorité brésilienne de la concurrence (CADE) qui estimait qu'il constituait une forme d'entente anticoncurrentielle entre exportateurs. Le 25 août, la Cour fédérale de Brasília avait finalement annulé la décision de suspension du CADE, la jugeant notamment prise sans analyse suffisante des avis techniques du ministère de l'Environnement (MMA). Finalement, après examen du dossier en séance plénière du CADE le 30 septembre, la décision a été prise de maintenir les mesures préventives (interdiction de partager données de prix, volumes ou origines), mais avec application différée à janvier 2026.

Instrument pionnier de lutte contre la déforestation, la remise en question du moratoire pourrait avoir des répercussions économiques, sociales et environnementales considérables. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Une entreprise française va construire une usine de biocharbon à base de canne à sucre au Brésil

La start-up française NetZero, spécialisée dans la capture du carbone grâce au biochar, un charbon à base de déchets végétaux, a annoncé mardi 16 septembre la construction d'une nouvelle usine de production au Brésil, pionnière dans

l'utilisation de la canne à sucre comme matière première. La nouvelle unité sera construite à Campina Verde, dans l'Etat de Minas Gerais, et commencera à fonctionner en février 2026. Elle s'ajoute aux cinq usines de biochar utilisant des déchets de café (une au Cameroun et quatre au Brésil) déjà installées. L'objectif est d'utiliser les résidus de canne à sucre, largement disponibles dans la région, pour produire ce produit, considéré comme un moyen prometteur pour capter le CO2 et régénérer les sols grâce à sa porosité, a expliqué l'entreprise. « Nous sommes les premiers à être enregistrés auprès du MAPA comme moyen d'améliorer les sols », a souligné Olivier Reinaud, directeur général de NetZero. L'usine produira dans un premier temps environ 4 000 tonnes par an de biochar. (Article [ici](#)).

Actualités sanitaires et phytosanitaires

L'Union européenne reconnaît le Brésil comme exempt de grippe aviaire et annonce la reprise des achats de poulet

L'Union européenne a autorisé la reprise progressive des importations de viande de poulet en provenance du Brésil, après que le pays a officiellement été reconnu comme indemne d'influenza aviaire. L'annonce a été reprise le 4 septembre par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

Le Brésil avait déclaré l'éradication de la maladie le 18 juin, soit 28 jours après la confirmation du dernier et unique cas dans un élevage de la ville de Montenegro (Etat du Rio Grande do Sul) en mai 2025. Premier exportateur mondial de poulet, le pays compte l'UE parmi ses sept premiers clients. (Article [ici](#)).

La Chine audite les dispositifs brésiliens de surveillance et gestion de l'influenza aviaire pour rouvrir son marché à la volaille

Les 23 et 24 septembre, une mission officielle chinoise s'est rendue au Rio Grande do Sul pour inspecter les systèmes de défense sanitaire animale et les contrôles des produits d'origine animale, selon le Secrétariat à l'Agriculture de l'Etat. Cette mission est jugée stratégique pour

lever la suspension des exportations de poulet de l'État vers la Chine, en place depuis juillet 2024.

Les exportations avaient d'abord été interrompues à la suite d'un foyer isolé de maladie de Newcastle détecté à Anta Gorda (vallée de Taquari) en juillet 2024, puis à nouveau retardées après un cas d'influenza aviaire à Montenegro en mai 2025. Depuis, la situation sanitaire a été rétablie, et le Brésil est de nouveau reconnu comme indemne pour les deux maladies par l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA). (Article [ici](#))

Le gouvernement met à jour les mesures phytosanitaires pour contrôler le verdissement des agrumes

Le ministère de l'Agriculture a mis à jour le Programme national de prévention et de contrôle du Huanglongbing, ou verdissement (PNCHLB), la principale maladie qui sévit dans les vergers d'agrumes du pays. Il y a eu des changements dans les critères et les procédures de classification et de maintien du statut phytosanitaire des États brésiliens, en plus des mesures de prévention et de contrôle sur l'ensemble du territoire national. (Article [ici](#))

Photo du mois : la Confédération Nationale d'Agriculture du Brésil dévoile ses positions pour la COP30



Crédit photo : CNA

La Confédération de l'Agriculture et de l'Élevage du Brésil (CNA) a publié le 24 septembre 2025 le document officiel présentant la position de l'agro-négoce brésilien en amont de la 30^e Conférence des Parties (COP30), prévue à Belém du 10 au 21 novembre. Le document, qui liste une cinquantaine d'actions prioritaires, a été solennellement remis par le Président de la CNA, João Martins, à l'ancien ministre de l'Agriculture et envoyé spécial pour l'agriculture à la COP30, Roberto Rodrigues, au sénateur Zequinha Marinho, président de la Commission de l'agriculture et de la réforme agraire du Sénat, ainsi qu'à la présidente de l'Embrapa, Silvia Massruhá. Les demandes du secteur se concentrent sur l'accès aux financements et à la reconnaissance des spécificités et avantages de l'agriculture tropicale, présentée comme une solution face au changement climatique et pour le développement économique de l'Amazonie.